



Numéro PPQ/9455

jeudi 21 mai 2015

Les grands titres:

- Le Forum mondial sur l'éducation encourage les pays à fournir une éducation inclusive et de qualité
- L'UNICEF lance une opération d'assistance pour aider les réfugiés burundais confrontés au choléra
- Energie durable : seuls des partenariats public-privé permettront de financer les objectifs, selon l'ONU
- Ban Ki-moon nomme un groupe d'experts pour combler les lacunes du financement humanitaire
- L'UNESCO appelle à libérer le potentiel créatif de nos différences de langues et de coutumes
- Libye : l'ONU reprend l'aide alimentaire après deux mois d'interruption forcée

Le Forum mondial sur l'éducation encourage les pays à fournir une éducation inclusive et de qualité



21 mai - Le Forum mondial sur l'éducation qui s'est déroulé cette semaine à Incheon, en République de Corée, a adopté jeudi une déclaration dans laquelle il encourage les pays à fournir une éducation ouverte à tous, équitable et de qualité ainsi que des possibilités d'apprentissage pour tous tout au long de la vie.

« Cette déclaration est un énorme pas en avant », a déclaré la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova. « Elle reflète notre détermination à veiller à ce que tous les enfants et les jeunes puissent acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour vivre dans la dignité, réaliser leur potentiel et contribuer à leurs sociétés en tant que citoyens du monde responsables ».

Le Forum était organisé par l'UNESCO et le gouvernement sud-coréen et a réuni des centaines de représentants de gouvernements, d'organisations gouvernementales et de la société civile.

La Déclaration d'Incheon se fonde sur l'initiative « L'Education pour tous » qui a été lancée à Jomtien en Thaïlande en 1990 et réaffirmée à Dakar, au Sénégal en 2000. Cette initiative a donné lieu à des progrès importants, mais beaucoup de ses objectifs, y compris l'accès universel à l'enseignement primaire, sont restées lettre morte.

Actuellement, 58 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, la plupart étant des filles. En outre, 250 millions d'enfants n'apprennent pas les connaissances de base, même si la moitié d'entre eux ont passé au moins quatre ans à l'école.

La Déclaration d'Incheon s'inscrit dans le cadre des efforts de la communauté internationale pour définir des objectifs de développement durable pour l'après-2015, alors que les Objectifs du Millénaire pour le développement arrivent à échéance.

« Si cette génération d'enfants est en mesure de réduire un jour les inégalités et les injustices qui affligent le monde d'aujourd'hui, nous devons donner à tous nos enfants une chance équitable d'apprendre. Cela doit être notre vision et notre engagement collectif », a déclaré de son côté le Directeur exécutif de lu Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake.

La Déclaration d'Incheon sera appliquée à travers le Cadre d'action pour l'éducation 2030, une feuille de route pour les



gouvernements à adopter d'ici la fin de l'année. Selon l'UNESCO, la mise en œuvre effective de ce cadre nécessitera une forte coordination régionale et un suivi et une évaluation rigoureuse. Il faudra aussi plus de financement, en particulier pour les pays qui ont le plus de mal à fournir une éducation inclusive et de qualité.

« L'éducation est essentielle à la réalisation de tous les nouveaux objectifs de développement durable. Elle est nécessaire pour éradiquer la pauvreté, stimuler la prospérité partagée et la croissance économique, et pour construire des sociétés pacifiques, tolérantes », a insisté l'UNESCO.

L'UNICEF lance une opération d'assistance pour aider les réfugiés burundais confrontés au choléra



21 mai - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé une opération d'assistance pour répondre à l'épidémie de choléra à laquelle sont confrontés les 50.000 réfugiés burundais qui campent dans un endroit reculé de la Tanzanie, sur les rives du lac Tanganyika.

L'UNICEF a indiqué jeudi avoir envoyé des fournitures pour traiter le choléra et travaille en étroite collaboration avec des partenaires des deux côtés de la frontière pour accroître l'assistance. Les fournitures envoyées par l'UNICEF comprennent du chlore, du savon, des comprimés de purification de l'eau et des seaux en plastique, ainsi que des rations nutritives pour les enfants.

Les troubles au Burundi ont forcé plus de 110.000 personnes à fuir vers les pays voisins, la Tanzanie, le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC). La plupart des réfugiés sont des femmes et des enfants et sont arrivés en Tanzanie, où l'épidémie de choléra a tué 27 personnes jusqu'à présent.

« Les enfants constituent plus de la moitié de la population déplacée et sont particulièrement vulnérables au choléra », a déclaré la Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique orientale et australe, Leila Gharagozloo-Pakkala. « Une action concertée menée par les deux pays a accéléré le déploiement de fournitures permettant d'endiguer la propagation » de l'épidémie, a-t-elle ajouté.

Le village de Kagunga, au bord du lac, accueille le plus grand nombre de réfugiés, soit près de 50.000 personnes qui campent dans cette partie reculée et difficile à atteindre de Tanzanie. Le surpeuplement et les mauvaises conditions d'hygiène ont entraîné une forte augmentation des cas confirmés ou suspects de choléra et de diarrhée aqueuse aiguë parmi les réfugiés, a noté l'UNICEF.

Au Burundi, 15 cas suspects de choléra ont été amenés à l'hôpital du district de Nyanza Lac. Le Ministère burundais de la santé et ses partenaires ont maintenant rouvert un centre de traitement du choléra dans la région, avec l'appui de l'UNICEF.

Energie durable : seuls des partenariats public-privé permettront de financer les objectifs, selon l'ONU



21 mai - Lors d'un forum sur l'énergie durable à New York, le Représentant spécial de l'ONU pour l'initiative 'Energie durable pour tous', Kandeh Yumkella, a salué la mobilisation croissante de fonds pour atteindre l'objectif de garantir l'accès à une énergie durable pour tous d'ici 2030, tout en soulignant la nécessité d'obtenir encore davantage de financement.

Lancée par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, en septembre 2011, l'initiative 'Energie durable pour tous' vise à réaliser trois objectifs principaux d'ici 2030 : assurer un accès universel à des services énergétiques modernes, multiplier par deux le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique, et doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial.

« Comment pouvons-nous convertir nos engagements en kilowattheures pour des personnes réelles ? C'est une question à plusieurs milliers de milliards de dollars », a déclaré M. Yumkella dans un discours lors de la dernière journée du forum sur l'énergie, qui se déroulait cette semaine au siège de l'ONU à New York.

Au total, plus de 90 millions de personnes ont déjà obtenu un accès à l'énergie durable grâce aux donations effectuées dans le cadre de cette initiative, qui rassemble des gouvernements, des institutions internationales, des entreprises, des banques et des membres de la société civile.

« Il ne s'agit pas de charité, mais bien de marchés et d'investissements. Nous voyons cela comme une opportunité de plusieurs milliers de milliards de dollars et non comme un défi de plusieurs milliers de milliards de dollars », a affirmé le Représentant spécial.

Le second rapport de suivi de l'initiative, rendu public par la Banque mondiale le jour de l'ouverture du forum, lundi 18 mai, révèle notamment que 1,1 milliard d'habitants dans le monde n'ont toujours pas accès à l'électricité et que près de 3 milliards de personnes utilisent encore des combustibles polluants pour faire cuire leurs aliments, tels que le kérosène, le bois, le charbon de bois et les déjections animales.

Dans le même temps, a déclaré le Représentant spécial, l'utilisation intensive d'énergie, en particulier dans les pays à revenu élevé, génère de la pollution et des émissions à effet de serre, et épuise les stocks de combustibles fossiles non renouvelables.

Selon le rapport de suivi, au moins 1.200 milliards de dollars seront nécessaires d'ici 2030 pour remplir les objectifs fixés par l'initiative, soit trois fois plus que les 400 milliards annuels actuellement mobilisés.

« Les gouvernements ne disposent pas de telles ressources. Seuls les partenariats public-privé peuvent permettre de générer un tel flux », a déclaré M. Yumkella.

Ban Ki-moon nomme un groupe d'experts pour combler les lacunes du financement humanitaire



21 mai - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a nommé jeudi un Groupe de haut niveau pour combler le fossé grandissant entre les ressources disponibles et les besoins de financement des efforts humanitaires.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le Secrétaire général a noté qu'au cours de la dernière décennie, les besoins en aide humanitaire ont augmenté « considérablement ».

Cependant, « les ressources actuelles et les flux de financement sont insuffisants pour répondre à la demande croissante de l'aide », a observé M. Ban, ajoutant que le personnel humanitaire devraient « rester plus en plus longtemps dans les pays et régions touchés par des crises et des conflits de longue durée ».

Le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire a plus que doublé depuis 2004 (100 millions d'individus dans le monde) et le montant total des demandes de financement de l'aide humanitaire en 2015 s'élève à 19,1 milliards de dollars, comparé à 3,4 milliards en 2004.

Partant de ce constat, M. Ban a annoncé la nomination d'un Groupe de haut niveau sur le financement humanitaire, coprésidé par la Vice-présidente de la Commission européenne, Kristalina Georgieva, de la Bulgarie, et par le Sultan Nazrin Shah, de Malaisie.

Le Groupe d'experts, qui se penchera sur les moyens de combler l'écart entre les besoins croissants et les ressources disponibles, tentera également de trouver des solutions afin d'obtenir un financement en temps plus opportun et de façon moins imprévisible, ainsi que d'utiliser les ressources plus efficacement, a précisé M. Ban.

Le Groupe de haut niveau sera également composé de Hadeel Ibrahim, du Royaume-Uni, Badr Jafar, des Émirats arabes unis, Trevor Manuel, d'Afrique du Sud, Linah Mohohlo, du Botswana, Walt Macnee, du Canada, Margot Wallström, de Suède, et Dhananjayan Sriskandarajah du Sri Lanka.

Il est prévu que le Groupe soumette ses recommandations au Secrétaire général en novembre 2015, afin d'aider à canaliser les discussions lors du Sommet mondial humanitaire de 2016.

L'UNESCO appelle à libérer le potentiel créatif de nos différences de langues et de coutumes



21 mai - A l'occasion de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement qui est célébrée le 21 mai, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a appelé jeudi à libérer le potentiel créatif de nos différences de langues et de coutumes.

« La diversité culturelle est notre patrimoine commun et la plus grande chance de l'humanité. C'est une promesse de renouvellement et de dynamisme, le moteur même de l'innovation et du développement. C'est une invitation au dialogue, à la découverte et à la coopération. Dans un monde si divers, la destruction des cultures est un crime, et l'uniformité une impasse : tout l'enjeu consiste à valoriser, dans le même mouvement, la diversité qui nous enrichit, et les droits humains qui nous rassemblent », a déclaré Mme Bokova dans un message à l'occasion de cette journée.

Elle a rappelé que ce lien entre la diversité culturelle et les droits humains a été rappelé avec force à travers l'adoption, en 2001, juste après la destruction des bouddhas de Bamiyan en Afghanistan, de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle.

Mme Bokova a estimé que la diversité culturelle était aujourd'hui attaquée par des extrémistes qui saccagent le patrimoine et persécutent des minorités.

« Ces crimes nous confortent encore davantage dans la conviction que les ennemis de la dignité humaine chercheront toujours à détruire la diversité culturelle, parce qu'elle est le symbole de la liberté de l'esprit et de l'infinie créativité de l'être humain. C'est ce lien que nous devons défendre. En réaction à tous ceux qui cherchent à interdire la différence et la pluralité des idées, des opinions et des croyances, nous devons protéger la liberté par la richesse de nos cultures et de nos expressions créatives », a-t-elle ajouté.

Selon la chef de l'UNESCO, la Journée de la diversité culturelle est « une occasion de libérer le potentiel créatif de nos différences de langues et de coutumes – et faire que ces différences nous enrichissent et nous renforcent, au lieu de nous diviser ».

Libye : l'ONU reprend l'aide alimentaire après deux mois d'interruption forcée



21 mai - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé jeudi avoir repris son aide alimentaire à destination des personnes déplacées par le conflit armé toujours en cours en Libye.

« La violence et l'insécurité en Libye se poursuivent sans relâche et ont conduit à des déplacements massifs de population et une augmentation des besoins humanitaires », a déclaré dans un communiqué de presse le Coordinateur d'urgence du PAM pour la Libye, Wagdi Othman. « Alors que des milliers de personnes vulnérables sont actuellement déplacées, le PAM fait tout son possible pour soutenir les personnes dépourvues d'accès suffisant à l'approvisionnement alimentaire ».

Selon M. Othman, le PAM fournit actuellement une assistance à 51.000 Libyens parmi les plus vulnérables déplacés dans l'ouest du pays par les combats. Avec l'aide de son partenaire dans le pays, l'organisation caritative Shaikh Tahir Azzawi Charity Organization (STACO), le PAM est en mesure de distribuer des pâtes, du couscous, du riz, et d'autres denrées dans plusieurs villes de l'ouest du pays, y compris à Wadi ash-Shati, Misrata, Sebha et Traghan.

Le PAM prévoit de soutenir au total 243.000 personnes déplacées à l'intérieur de la Libye en leur fournissant une aide

alimentaire vitale au cours des six prochains mois, a ajouté le Coordinateur, précisant que jusqu'à présent, 10 camions ont franchi la frontière tunisienne transportant de la nourriture à destination de l'entrepôt de la STACO dans l'ouest du pays.

L'agence alimentaire est par ailleurs sur le point d'établir un partenariat avec une seconde organisation caritative libyenne, a souligné M. Othman, afin d'acheminer les denrées alimentaires aux familles déplacées dans l'est de la Libye, notamment à Benghazi, la deuxième ville du pays, qui a été durement touchée par le conflit. Le PAM prévoit de commencer les distributions de vivres dans l'est dans les prochains jours, a-t-il précisé.

Depuis le début de l'année, le PAM a apporté une assistance alimentaire à 75.000 personnes en Libye, mais les distributions avaient été suspendues en mars et en avril en raison du manque de financement. Seulement 33% des besoins du PAM pour la Libye ont été financés à ce jour, et l'agence espère lever 14 millions de dollars supplémentaires pour éviter d'avoir à interrompre à nouveau ses activités dans le pays.